

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 235 – VENDREDI 21 NOVEMBRE 2014

PÂQUERETTE DE MAUVAISE FOI

- Ah ben non, dit le député UMP, ce n'est pas à nous de reconnaître l'État palestinien. Ils doivent se retrouver autour d'une table et s'arranger.
- Mais c'est bien sûr, dis-je en me frappant le front, pour la création d'Israël, on avait demandé l'avis des Palestiniens ! ●

AGENDA MILITANT

- **22 novembre**
Paris [Journée internationale contre les violences faites aux femmes](#)
- **2 décembre**
Paris [Retour de Marx et nouvelles pensées critiques](#) : David Harvey
- **3 décembre**
Toulouse [Le communisme désarmé](#)
Paris [10 ans du Maitron](#)
- **5 décembre**
Gap [Économie sociale et solidaire et territoires](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

- **Débat général**
[France, la fin d'un socialisme](#),
Roger Martelli
- **Cerises/primeurs**
[Coïncidences ou cohérence ?](#)
Michel Mourereau

Jusqu'ici tout va bien ?

Les rapports du GIEC se succèdent les uns après les autres, chacun aggravant la situation du précédent. Jamais la concentration en CO2 n'a été aussi élevée en 800 000 ans. Après avoir alerté les gouvernements, aujourd'hui, on parle d'adaptation aux inévitables changements provoqués par la crise climatique. « *Le réchauffement du système climatique est sans équivoque et, depuis les années 1950, beaucoup de changements observés sont sans précédent depuis des décennies voire des millénaires. L'atmosphère et l'océan se sont réchauffés, la couverture de neige et de glace a diminué, le niveau des mers s'est élevé.* » La France, qui va accueillir la prochaine COP21, n'est pas à la hauteur de l'invitation. Alors qu'elle avait diminué ses émissions de CO2 de 6,9 % entre 1990 et 2011, celles-ci ont augmenté en 2013 par rapport à 2012 de 0,6 % quand dans l'Union Européenne, elles ont baissé de 2,5 %. Malgré les discours, les gouvernements successifs de Hollande ne prennent pas la mesure des événements, comme l'a montré la loi dite de transition énergétique, misant plus sur des changements cosmétiques que sur des financements pérennes permettant réellement de réduire les consommations énergétiques ou d'augmenter les énergies renouvelables.

Dans un tel contexte, que penser de l'accord entre la Chine et les États-Unis de réduire leurs émissions de gaz à effets de serre ? Ce n'est pas la première fois que des responsables de gouvernements prennent des engagements face à la gravité de la situation mais cela reste souvent des vœux pieux. Ici, l'engagement est trop lointain par rapport à l'obligation d'agir. Comment un Obama sans majorité peut-il imposer un changement de politique à des Républicains, climato-sceptiques ? Cet accord au premier abord intéressant entre les deux premiers pollueurs de la planète ne doit pas nous endormir.

Plus que jamais, le capitalisme après avoir exploité des millions de personnes, met aujourd'hui en danger l'équilibre planétaire et la survie de l'Humanité. Face à cela, il faut trouver de nouvelles alliances qui refusent tout autant le productivisme que l'exploitation des êtres humains. L'accumulation infinie du capital est un leurre mortifère.



- **Jérôme Gleizes**,
EELV, membre du comité de rédaction d'*EcoRev'*

Mélenchon, la gauche, le peuple et la révolution

Dans son livre *L'ère du peuple*, Jean-Luc Mélenchon propose ses réflexions sur les évolutions du monde et sa stratégie de révolution citoyenne. Avec de grands mérites, mais aussi de sérieuses impasses.

Il n'est pas courant qu'un responsable politique propose des réflexions quasi-philosophiques et les mobilise pour formuler une proposition stratégique. La plupart des livres écrits par les dirigeants de partis sont des documents de marketing, et lorsque certains s'aventurent dans des réflexions de fond, c'est le plus souvent de manière séparée de leurs propositions politiques, qu'ils formulent par ailleurs. Dans son nouveau livre, Jean-Luc Mélenchon s'expose au contraire, avec la volonté de porter, bien au-delà des éléments d'un programme au sens habituel d'un catalogue de propositions, des éléments de projet : une vision.

Le point de départ du livre est la conscience, maintenant assez répandue, que le monde est engagé dans une course à l'abîme, face à laquelle, selon l'auteur, il ne s'agit pas simplement de revenir aux doctrines du socialisme de grand-papa. Nous verrons plus loin si Jean-Luc Mélenchon réalise effectivement le dépassement qui lui paraît nécessaire ou s'il reste encore au milieu du gué. Quoi qu'il en soit, il entend nous proposer sa « *théorie de la révolution citoyenne* », et ce parti-pris a de la force

dans la mesure où il se situe en opposition avec la conception dominante de la politique : une politique menée par des professionnels, qui dépossède le plus grand nombre des choix de société. Mélenchon résume sa tentative en parlant d'une jonction entre matérialisme historique, républicanisme, universalisme

Mélenchon nous propose sa « *théorie de la révolution citoyenne* », en réalisant une jonction entre matérialisme historique, républicanisme, universalisme - les trois engagements de sa vie militante - et écologie politique.

- les trois engagements de toute sa vie militante - et écologie politique. Parmi les mots nouveaux de cette stratégie : le peuple, défini comme « *les nuées humaines urbanisées* » et l'« *intérêt général humain* ».

Un mot sur le passé

À propos de la politique de François Hollande depuis son élection, qu'il ne cesse tout au long du livre de mettre en cause, on s'étonne de la surprise de l'auteur : « *Je croyais qu'il resterait quelque chose de bon et que ce serait toujours ça de pris. C'était une erreur.* » Curieux aveu, dans la mesure où en votant François Hollande pour sortir Nicolas Sarkozy, le Parti de gauche n'avait pas un tel espoir, et le disait. Et, un peu plus loin, curieux hommage à Lionel Jospin, dont l'auteur a certes été l'un des ministres : « *en pleine hégémonie libérale, les trente-cinq heures sans perte de salaire et l'alliance avec les écologistes et les communistes du gouvernement Jospin étaient uniques au monde. La fin de cette exception est l'oeuvre de François Hollande.* » L'auteur aurait-il oublié que Lionel Jospin a chuté du fait de sa démission face au néolibéralisme : « *L'État ne peut pas tout* », mais par contre son gouvernement a réalisé de nombreuses privatisations que la droite n'avait pas osées précédemment... Bref, la rechute actuelle du PS, certes accentuée et probablement définitive, n'a pour nous rien de surprenant.

Reste que Jean-Luc Mélenchon est réaliste quant il prévoit que le jeu du ●●●



L'ère du peuple
Fayard
137 p., 10 €.

●●● PS va être une nouvelle fois de faire monter le Front national afin d'aller vers un duo PS – FN au second tour de l'élection présidentielle en 2017 : « *un bon réseau de malins comprennent l'importance de dédramatiser Mme Le Pen pour lui permettre de vampiriser la droite classique* »... Or, comme il l'écrit, le risque est bien d'obtenir un duo droite - FN, avec un champ politique tiré toujours plus à droite.

Républicano-écologiste, écolo-républicain

Le cœur du livre aborde des réflexions de fond sur le monde et la société actuels. « *La loi du nombre* », d'abord. L'auteur évoque les impacts de l'augmentation de la population de la planète et ses conséquences sur l'écosystème. Poussant le bouchon en ce sens, il parle même de « *mécanique* ». « *La mer au cœur des enjeux planétaires* », ensuite. Jean-Luc Mélenchon évoque longuement, par exemple, les enjeux autour de la hausse du niveau de la mer, liée au réchauffement climatique. C'est l'occasion de faire vibrer la corde nationale : comment ne pas être « *consterné* » que la France, qui dispose du deuxième territoire maritime du monde, soit indifférente à cet atout géopolitique ? De la présence française sur les cinq continents, Mélenchon tire l'idée que la France n'est pas une « *petite nation occidentale* », mais doit être « *une puissance à vocation universaliste* ». On sent cependant comme une

hésitation, ou une ligne de crête : il ne faudrait pas oublier, comme le redoute le chroniqueur de *Politis*, Sébastien Fontenelle, que « *nos fortunes de mer sont bâties sur des asservissements* »... à moins que l'auteur cherche à ébaucher un tout autre discours, rompant avec la géopolitique impérialiste à la française, mais alors il faudrait en dire beaucoup plus.

L'auteur souhaite amender ses fondamentaux par la prise en compte des enjeux écologiques, mais il ne revisite pas chacun d'entre eux. Or, ces fondamentaux mériteraient d'être interrogés et retravaillés, au même titre que tous les concepts du XX^e siècle.

Jean-Luc Mélenchon a tout à fait intégré le paradigme écologique, il suffit pour ceux qui en douteraient de lire *L'ère du peuple*. Face à des constats accablants, il porte le drapeau de la « *règle verte* », c'est-à-dire l'objectif de suppression de la dette écologique : « *Dans toutes les*

productions et toutes les activités, on ne prélèvera pas davantage que la nature ne peut reconstituer. » Ces éléments sont appelés à figurer dans un discours républicain amendé car il faut « *faire rentrer la République dans l'âge écologique* ». Ainsi, il faut « *parfaire* » la « *vocation émancipatrice de l'école* », « *étendre les droits de l'homme et du citoyen à de nouveaux domaines écologiques* » et institutionnaliser le rôle de lanceur d'alerte jusqu'à désigner des délégués environnementaux ayant pouvoir de suspendre les projets écologiquement insoutenables.

Sur ces différents points, tout se passe comme si l'auteur souhaitait amender ses fondamentaux par la prise en compte des enjeux écologiques, mais cela sans revisiter chacun d'entre eux. La vocation émancipatrice de l'école : où en sommes-nous aujourd'hui de cette "vocation" ? Et n'avons-nous pas sous les yeux une école de la République qui reproduit les inégalités, voire les vitrifie ? Les droits de l'homme et du citoyen : l'écart entre les textes fondateurs et la réalité n'est-il pas abyssal et ne voit-on pas à quel point ces textes sont utilisés comme des masques derrière lesquels ne cessent de s'aggraver les inégalités ? Le rôle de lanceur d'alerte, conçu comme un équivalent, dans la cité, des délégués du personnel dans les entreprises : pourquoi pas, bien sûr, mais ne voit-on pas à quel point la démocratie sociale ●●●

●●● est en panne et ses formes de représentation syndicale en crise ? Bref, il manque ici la difficile révision des fondamentaux mélenchonniens, au même titre que tous les concepts du XX^e siècle, à partir d'une analyse du système social présent, des distorsions du système républicain... à l'aune non seulement du paradigme écologique mais aussi des enjeux contemporains d'émancipation.

L'auteur porte plutôt le fer sur la mondialisation, et contre l'oligarchie. Il évoque, et passe trop vite selon nous, sur les contradictions entre capitalisme et démocratie. Il refuse le choc des civilisations, et réfute la croyance banale selon laquelle, malgré tout, les États-Unis demeurerait un pays progressiste. Position forte : « *Nous sommes en opposition frontale avec les USA sur des points essentiels. C'est-à-dire sur des valeurs universelles que nous prétendons défendre. Par exemple, nous sommes opposés à la torture officielle comme elle a lieu à Guantanamo. Nous sommes contre l'existence de prisons secrètes (...). Nous ne sommes pas d'accord avec leur système dans lequel 1 % de leur population adulte, huit fois le taux français, six fois le taux chinois, 2,3 millions de personnes, se trouve en prison du fait d'une délinquance dont la discrimination ethnique et sociale est visible à l'œil nu. Nous avons aboli la peine de mort qu'ils appliquent.* »

L'auteur dénonce que le Président de la République ait « *anéanti* » la dissuasion nucléaire, sans débat parlementaire. Cependant, le lecteur ne saura pas où

en est l'auteur sur la puissance nucléaire française : est-il pour une dénucléarisation civile et militaire, et selon quelles modalités ? Quel rôle pour le pays vis-à-vis de la planète à ce propos, dès lors que l'on envisage que la France soit une « *puissance à vocation universaliste* » ? D'ailleurs, se revendiquer d'un « *monde ordonné* » plutôt que d'un « *monde multipolaire* », qui serait (nécessairement ?) « *dangereux* », est-ce suffisant pour offrir une alternative à la domination de l'impérialisme américain, russe et chinois ?

Le mouvement vers les villes et la constitution de grandes concentrations urbaines sont des faits contemporains majeurs. C'est là que se concentre la majeure partie des enjeux économiques, écologiques et sociaux. Mais cela constitue-t-il en soi un peuple ?

Un autre axe de réflexion et d'implication stratégique concerne le temps. Mélenchon constate et illustre l'accélération du temps et lui oppose « *la reconquête du droit au temps long* » comme « *premier acte d'une gestion écologique de la société* » (mais s'agit-il seulement d'un enjeu écologique ?). Manque ici peut-être une mise en opposition entre les éléments inquiétants auxquels il fait une large part et des évolutions anthropolo-

giques à l'œuvre - en matière de mœurs, par exemple -, ainsi que des potentialités d'émancipation qui sont peu valorisées : cultures qui se rencontrent et se fécondent, nouvelles articulations entre les désirs des individus et les aspirations collectives à l'égalité et à la fraternité, croissance du temps libéré du travail salarié, etc.

Prenons un exemple. L'auteur écrit : « *Pendant des millénaires et jusqu'à une date très récente, la tradition constituait un socle d'attitudes et de comportements soigneusement reproduit et incorporé. Elle concentrait en effet les savoirs hérités du passé. Imiter le passé protégeait de l'inconnu. À présent, c'est un renversement de perspective complet. Le passé est toujours dépassé.* » Eh bien, à ce propos, il faudrait d'abord ne pas enjoliver le passé, car, tout de même, la transmission du capital culturel a toujours signifié aussi la reproduction des inégalités, la transmission simultanée du meilleur et du pire. D'autre part, la richesse des connaissances aujourd'hui auto-appropriées, notamment grâce à la maîtrise des technologies informatiques, ne peut-elle chahuter l'ordre des inégalités et donner de la liberté ? Enfin, une erreur serait de considérer qu'à présent il n'y a plus de passé, comme si le développement humain ne consistait pas, aujourd'hui comme hier, à ce que les individus s'approprient les connaissances et capacités de faire accumulées tout au long de l'histoire de l'humanité. C'est là un point d'appui solide pour une stratégie d'émancipation, et c'est aussi un point critique, dans la mesure où ●●●

●●● certains en ont tiré une logique de progrès mécanique de l'histoire.

Des mécaniques, ou des processus contradictoires ?

Cette question des mécaniques à l'œuvre dans les évolutions de la société taraude l'auteur. Il salue ainsi le phénomène mondial d'urbanisation : « *Ainsi s'abolissent sur toute la planète en même temps des différences de conditions de vie qui étaient fondamentales.* » Et il y voit encore une mécanique : « *À mesure que le nombre s'étend et que la mécanique sociale devient complexe, chaque élément de la communauté humaine se trouve davantage interdépendant des autres en dehors du groupe humain dans lequel il évolue.* » Ne faudrait-il pas une analyse plus contradictoire des réalités à l'œuvre, ce qui n'est certes pas facile dans un livre court ? Par exemple, ne peut-on voir que le propre de l'homme, à savoir d'être façonné par ses relations sociales, est une réalité anthropologique très stable sur la très longue durée, et non un changement en cours. D'autre part, l'autre face de la densité actuelle des réseaux sociaux de chaque individu n'est-elle pas la très grande solitude de beaucoup ?

Mais revenons au propos de l'auteur... Le peuple peut-il se résumer désormais à la « *multitude urbaine* » ? Cela mérite discussion, et là encore une approche des paradoxes à l'œuvre. Dans *L'ère du peuple*, le peuple est à la fois homogène

- « *Le peuple du président est infiniment plus nombreux et socialement homogène que celui de l'Aventin* » - et divers - l'expression « *front du peuple (...)* veut rendre compte de la diversité des composantes du peuple réel et de la nécessité de son unité d'action ». Oui, le mouvement vers les villes et la constitution de grandes concentrations urbaines sont des faits contemporains majeurs. C'est là que se concentre la majeure

La formule de l' "intérêt général humain" pose question : il peut s'agir d'un masque, d'autant plus qu'il s'agit d'un simple ajout derrière l'expression galvaudée de "l'intérêt général", appropriée notamment par les adversaires de l'émancipation.

partie des enjeux économiques, écologiques et sociaux. Mais cela constitue-t-il en soi un peuple ? La réponse est plutôt non, dans la mesure où chaque mégapole est confrontée à des inégalités abyssales. En fait, le développement des villes va à la fois avec la constitution de classes moyennes plus nombreuses

et plus fortes, et avec la croissance des inégalités.

Enfin, les écarts entre le monde urbain et le monde rural ne doivent-ils pas nous soucier ? Le philosophe Alain Badiou le pense et nous invite¹ à « *réduire et finalement (à) abolir les «grandes différences»* » : non seulement « *entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre les tâches de direction et les tâches d'exécution* », « *mais aussi entre les ressources de la vie humaine (éducation, santé, culture, loisirs...)* dans les grandes villes et celles qui existent dans les provinces et les campagnes ». Comment s'en soucier effectivement si l'on considère que le peuple, conçu comme l'acteur politique décisif de la révolution citoyenne, ne réunit que les urbains ? Au total, quand l'auteur écrit « *L'histoire nous l'apprend : à toute condition sociale finit par correspondre une conscience collective. Que cette conscience soit claire ou confuse n'empêche rien. Ça se fait tout seul* », nous répondons qu'il n'existe pas de mécanique, mais des possibilités, que l'action politique peut viser et réussir ou non à concrétiser.

Jean-Luc Mélenchon valorise et magnifie le « *peuple en assemblée générale permanente sur les places publiques* ». De fait, l'actualité des dernières années montre à la fois l'importance de ces moments extraordinaires, moment où la normalité institutionnelle est ●●●

1. Entretien "L'usage tranchant du mot même de communisme est indispensable", in *L'Humanité* des 14, 15 et 16 novembre 2014.

●●● suspendue, lorsque les contraintes précédemment considérées comme inébranlables sont mises de côté. Mais comme le dit le nouvel ouvrage du Comité invisible², il faut bien constater que « *la révolution semble partout s'étrangler au stade de l'émeute* ». De fait, sauf exception, les mouvements se révèlent incapables d'instituer, voire d'institutionnaliser une situation plus égalitaire. Enfin, si on partage l'idée que le vote n'est pas nécessairement le *nec plus ultra* de la démocratie et celle qu'une transformation radicale de l'ordre des choses passe nécessairement par des moments périlleux (l'adversaire ne se laisse pas faire !), le problème devient : comment ne pas s'en remettre à on ne sait quelle avant-garde et à une dictature du prolétariat ou du peuple (auto-proclamé comme tel) ?

Ceci dit, l'auteur nous parle d'un enjeu majeur, qui concerne à la fois l'acteur et le lieu de la Révolution : « *l'histoire récente a montré comment les révolutions de notre temps naissent sous forme de mouvements urbains. Ce n'est donc pas dans l'entreprise ni autour des revendications corporatives des salariés qu'éclatent les processus populaires révolutionnaires de notre époque.* » Ainsi, « *Ce peuple partage la condition sociale urbaine en plus de sa dépendance plus ou moins directe, plus ou moins évidente, aux rapports de pro-*

duction capitaliste. » D'abord, que les processus révolutionnaires ne naissent pas (principalement, entièrement) dans l'entreprise et autour des revendications corporatives des salariés, cela n'est pas nouveau. C'est au contraire une réalité ancienne et qui aurait dû, de longue date, avoir des conséquences substantielles sur les stratégies politiques des partis dit de transformation : le super-

Des questions stratégiques incontournables ne sont pas traitées : où en est et que devient l'État, dans la stratégie de révolution citoyenne ? Que proposer face à la crise de la représentation politique ? Quelle conception de l'action politique ?

syndicalisme ne produit pas de révolution. Ensuite, la condition sociale urbaine n'est pas un tout homogène mais bien au contraire un ensemble hétérogène où il faut tenter de voir qui peut, et comment, produire de la transformation.

Reste que le propos de Mélenchon devrait parler à ceux des membres du PCF qui s'échinent, peine perdue, à faire de l'implantation en entreprises le cœur de la stratégie de leur parti. Ceci dit, il reste à envisager de nouvelles formes de déploiement de l'action politique, qui ne délaissent évidemment pas les questions du salariat et de l'organisation de la production.

L' "intérêt général humain" : un Graal incertain

Employée avec insistance par Jean-Luc Mélenchon, la formule même de l'« intérêt général humain » pose le même ordre de problème que celui précédemment évoqué sur l'école émancipatrice : il peut s'agir d'un masque, et cela d'autant plus qu'il s'agit d'un simple ajout du mot humain derrière l'expression galvaudée de "l'intérêt général", appropriée notamment par les adversaires de l'émancipation.

Cependant, Mélenchon évoque alors trois enjeux clefs : la propriété, la hiérarchie des normes et l'ordre institutionnel. La propriété ? « *Pour les uns il s'agit d'un droit fondamental de l'être humain. Pour nous il s'agit seulement d'une forme du droit d'usage. Notamment celui des biens communs.* » Et de se questionner sur l'accaparement de ces biens par certains. L'approche est pour le moins prudente, et en ●●●

2. À nos amis, Comité invisible, La fabrique éditions, 2014.

●●● définitive assez silencieuse. Faut-il ou non faire reculer la propriété privée, ou faut-il seulement la considérer autrement ? Alain Badiou met, lui, à l'ordre du jour l'abolition de la propriété privée, en ce sens : « *Il est possible de soustraire l'organisation générale de la production à la dictature des intérêts privés. Il est possible que le bien public remplace l'intérêt privé, autrement nommé 'profit', dans l'étendue entière de l'activité productive et de ses supports (transports, moyens commerciaux, moyens d'échange...).* »

La hiérarchie des normes ? Selon l'auteur, « *au sommet de celle-ci trône aujourd'hui la concurrence libre et non faussée, qui surplombe du coup tous les compartiments* ». Curieuse formulation : précisément, l'enjeu principal est-il dans les textes constitutionnels, dans le Droit, où bien des exigences fondamentalement émancipatrices sont déjà en tête ? Disons que le problème principal nous semble être ailleurs que dans l'efficacité des textes. Enfin, l'ordre institutionnel ? L'auteur défend l'idée qu'il faut explorer de nouvelles directions, et cite le « *référendum révocatoire* », qui-serait la concrétisation du droit d'insurrection contre les autorités en place. L'insurrection par référendum, cela nous questionne... sans parler du fait que « *les insurrections sont venues, pas la révolution* » (Comité invisible).

Le dernier chapitre est consacré à l'écosocialisme. Si l'on comprend bien,

la dissociation entre la critique du capitalisme et la critique du productivisme vise à se rappeler que le socialisme des anciens pays de l'Est a lui même été productiviste. Mais que produit cette dissociation aujourd'hui, alors qu'il n'existe qu'un système planétaire de domination, et que celui-ci combine entièrement le capitalisme et le productivisme ? Le risque est qu'indépendamment même

**La volonté
de Jean-Luc Mélenchon
de réaliser une synthèse
idéologique reste
relativement prisonnière
du schéma républicano-
centré. Sans qu'il
s'agisse de lui demander
de devenir ce qu'il n'est
pas, constatons
que son livre manque
de communisme.**

de la volonté de ceux qui dissocient les deux, on nourrisse l'idée qu'il serait possible d'être capitaliste mais antiproductiviste, ou d'être antiproductiviste sans être anticapitaliste.

Des questions incontournables

Enfin, des questions stratégiques incontournables aujourd'hui ne sont pas traitées. D'abord : où en est et que

devient l'État, dans la stratégie de révolution citoyenne ? Quel est son rôle aujourd'hui : n'est-il pas l'allié de toutes les réformes scélérates et cela ne révèle-t-il rien de sa nature ? Si le peuple prend le pouvoir, l'État sera-t-il maintenu, transformé, dépassé, renversé ? Et si le dépérissement de l'État en tant qu'appareil coercitif séparé doit être envisagé, comment faire pour que cela ne signifie pas la fin des politiques et des services publics, dont le Front de gauche, parmi d'autres, est un ardent défenseur ? Ensuite, restent les vastes questions qui concernent la crise de la représentation politique, celles qui concernent les formes de l'action citoyenne, la conception de l'action politique, le contenu des novations dans les formes de l'action, les rapports entre mouvement social et politique.

Au total, la volonté de Jean-Luc Mélenchon de réaliser une synthèse idéologique demeure relativement prisonnière du schéma républicano-centré dont il est culturellement issu, même s'il faut saluer (une nouvelle fois) sa prise en compte indéniable de la question écologique. Sans qu'il s'agisse de lui demander de devenir ce qu'il n'est pas, et dans l'idée que le projet politique à construire doit-être une stratégie d'émancipation, est-il permis de constater que son livre manque de communisme ?

● Gilles Alfonsi



Le changement, c'est maintenant !

C'était la promesse de François Hollande en 2012. Promesse tenue :

Il y a désormais des manifs interdites et on peut en mourir ; un couple d'enseignants gagnant 6 000 euros n'aura plus son taux plein d'allocation familiale et se trouve logé à la même enseigne que Gattaz et ses 480 000 euros de revenus ; on allège les lourdeurs bureaucratiques en sapant l'existence des CE, la représentation syndicale et les inspecteurs du travail ; comme on sappe la possibilité pour des riverains d'avoir leur mot à dire sur une construction nouvelle ; on traque les *profiteurs*, ceux qui profitent d'avoir été virés de leur boulot pour flemmarder, ou ces étrangers qui profitent que l'on pille leur pays pour venir goûter à nos acquis sociaux - acquis évidemment au-dessus de nos moyens. Cela ne se limite pas à la France : l'Allemagne, dont le modèle est évidemment exemplaire, avait en 2012 multiplié ses emplois à UN euro de l'heure, expérimenté le retour de mères de famille auprès de leurs enfants contre une prime de 500 Euros ; en Sicile, on embauche des vendangeurs qui paient 30 Euros pour vendanger (l'esclavage, au moins était gratuit). La Grande Bretagne inaugure des contrats *emploi-zéro heure* qui rendent la main d'œuvre disponible au gré du patron, sans engagement de sa part et sans protection. La France est engagée dans des guerres sans débat au Parlement. On nous entraîne vers le Tafta, qui rend le suffrage universel décoratif ; déjà les structures non élues se multiplient (G20, agences de notation...), l'Europe est présidée par quelqu'un qui a légitimé la fraude fiscale ; l'Allemagne examine un projet de loi qui limite le droit de photographier dans la rue pour *protéger le droit de la personne* : si vous voyez un CRS tabasser un jeune, il vous faudra son autorisation

Ce qui est visé est un système fondé sur l'arbitraire et des rapports de dominations de plus en plus violents. (...) Il s'agit d'un totalitarisme rampant.

préalable pour le photographe ; à propos de droit de la personne : plus de 30 % des salariés subissent un contrôle permanent de leur rythme de travail ; société de surveillance à grande échelle : écoutes téléphoniques par la NSA, caméras de surveillance, *Big data*... Les grands chantiers inutiles permettent au capital de drainer des fonds issus des impôts vers les affairistes sans consulter les contribuables ; le réchauffement de la planète ne donne lieu qu'à une litanie.

La société est remodelée. Ce tableau sommaire va bien au-delà de l'addition de nos acquis perdus mais représente l'avancée par touches successives vers une société nouvelle. Ce qui est visé est un système fondé sur l'arbitraire et des rapports de dominations de plus en plus violents. On ne peut plus taxer cette normalisation de néolibéralisme, mais il s'agit d'un totalitarisme rampant. Et les ferments de divisions lui sont inhérents afin que les dominés se jettent les uns contre les autres.

Ne réagir qu'au coup par coup nous fait courir derrière chaque initiative de la bourgeoisie. Si nous voulons reprendre la main, refuser l'austérité ne suffit pas. Elle est un effet et pas la cause. Si c'est la société dans toute sa cohérence qui est en cause, c'est à cette cohérence

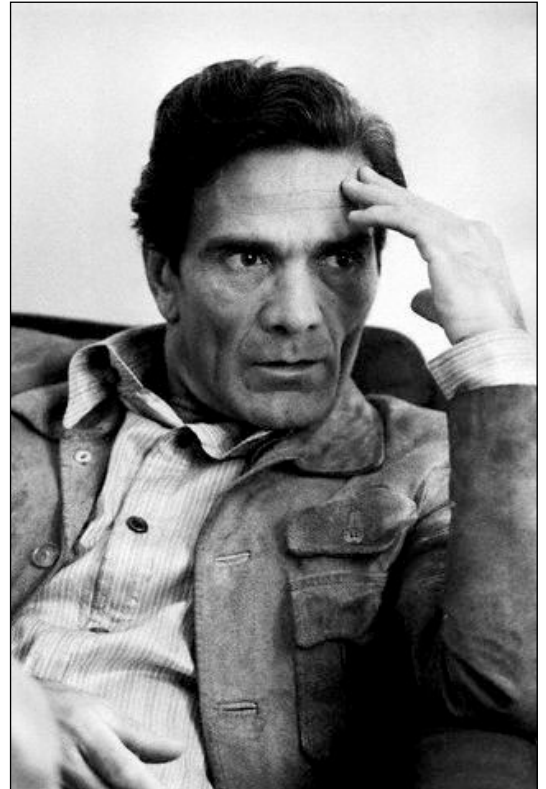
Il y a une attente non explicitée d'autre chose ; non explicitée mais néanmoins bien réelle. Il est temps d'explorer ce que veut, aujourd'hui, dire Révolution.

qu'il faut nous attaquer. Si nous avons le sentiment de piétiner, c'est que nous ne travaillons pas à lui substituer une autre cohérence. Or, devant l'impasse dans laquelle nous sommes, un nombre croissant de personnes devient disponible pour chercher une autre voie. Il y a une attente non explicitée d'autre chose ; non explicitée mais néanmoins bien réelle. Il est temps d'explorer ce que veut, aujourd'hui, dire Révolution.

● Pierre Zarka



Une lettre perdue, pour Pier Paolo Pasolini



Communiste de l'âge des premiers chrétiens
tu marches les pieds nus sur un chemin de terre
le long d'un terrain vague dans les faubourgs de Rome.

Un engin de travaux publics, une excavatrice, rouille
sur le chantier qui semble abandonné
au milieu de la glaise des fondrières.

Tu as connu la lumière de la Résistance
mais aussi l'aveuglement des feux de camp
et le jour blanc qui n'en finit pas.

Les buissons portent des couronnes de baies
noires à l'endroit où ton frère a perdu son sang ;
d'elles, on dit qu'elles sont un poison violent.

C'est dans la brume d'une fin d'été que s'évapore l'Italie
des jeunes paysans en habits de velours
qui se promènent, un rossignol entre les mains.

Et toi marchant vers eux tu cherches en vain
une religion de l'amour pour relier les hommes
et unifier la Terre.

Tu as déserté l'église où nul dieu ne loge
et ramassé les cendres de Gramsci pour les faire danser
dans la lumière d'un cinéma de plein air.

Sur la décharge à flanc de colline flambe l'âcre feu
des années soixante où brûlent les ordures
de la société de consommation.

Frère terrestre, frère impur hanté par l'idée
de la pureté, misérablement humain
qui se déchire aux épines du chemin.

Non pas Homme nouveau, ni peut-être total,
mais l'homme antique, le toujours changeant
qui se sent au printemps comme neuf.

Sempiternelle question de la nature humaine...
« L'homme est un processus, disait Gramsci,
le processus de ses actes. »

Ton destin était d'être un passager inquiet
en ce monde déraisonnable et beau
où sont menacés le sens et la beauté.



●●● Ce fut à l'apogée du communisme italien que tu le vis de l'intérieur dévoré par la sociale démocratie, la conquête de l'Etat,

Le charme discret de la bourgeoisie et les séductions du pouvoir. Une Alfa Roméo le doublant sur la route fait déraiser le triporteur dans le fossé...

Le temps de la révolution est-il donc passé ?
« Notre histoire est finie », disais-tu.
Pourtant, la moitié du monde va toujours nu-pieds.

Nous n'avons pas su inventer encore
une vie nouvelle frugale et matinale
où tous auraient leur place.

L'aura d'une aube dédorée auréole tes traits.
Les révolutionnaires ont (mais pas toujours)
le sens du sacré, de la vie, de l'amour.

Dans la passion désespérée d'être au monde
« Ce n'est qu'aimer et que connaître,
disais-tu, qui compte. »

Près des panneaux publicitaires, sur le trottoir
qu'envahissent les herbes folles, les jeunes en Vespa
portent en eux un dieu qu'ils ne connaissent pas.

On t'a retrouvé, toi que blessaient les stigmates
de tous ; ton corps martyrisé sur la plage d'Ostie,
massacré par des voyous, des fascistes.

Tu es dans la bouche du peuple comme une hostie
que certains recrachent sur la route
mais tes poèmes valent mieux que le vin de messe.

Les prolétaires qui sont les plus nombreux
sont toujours seuls sur la Terre.
Déshérités ils contemplent le petit jour

qui se lève sur la vallée... Tandis que dans leurs villas
quelques privilégiés négocient un contrat
de cryogénéisation pour l'au-delà.

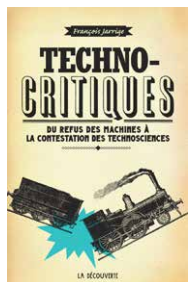
Ils ont comploté de coloniser l'univers
mais nous, nous ne comptons pas sur les extra-terrestres.
Nous ne rêvons pas de partir... la vraie vie est ici.

Quand nous aurons détruit la Terre, pourra-t-on
exfiltrer toute l'humanité ? Si la seule vie
est ici-bas, le salut commun est dans le partage.

● **Francis Combes**



Le mode de production industrielle en question



François Jarrige
TECHNOCRITIQUES, du refus des machines à la contestation des technosciences

La Découverte
 350 p., 28 €.

Au fondement de la tradition communiste, le “matérialisme historique”, influencé en cela par l'évolutionnisme darwinien, a produit un modèle théorique faisant du mode de production industriel la base matérielle nécessaire à l'avènement de la société communiste : au-delà d'un certain stade de leur développement, les “forces productives” entrent en contradiction avec les “rapports de production” et une révolution devient nécessaire... L'industrialisation capitaliste de la société produirait ainsi, d'elle-même, les pré-conditions de son dépassement communiste.

Les ci-devants “industriels”, produisant de leur côté le grand récit de leur bienfaitrice hégémonie où les « *avancées technologiques* », en « *allégeant la peine des hommes* », constituent l'étalon du « *Progrès général de la civilisation humaine* », n'en demandaient pas tant...

À l'heure où la crise écolo-anthropologique ébranle la religion entrepreneuriale de l'“innovation-compétitivité-croissance” dont l'espace public est saturé et renouvelle la contestation populaire de l'ordre industriel - contestation où se cherche, à Notre-Dame-des-Landes ou Sivens, un nouveau type de rapport au monde -, il est patent que l'émancipation a besoin d'un nouveau récit qui suppose la déconstruction des anciens mythes.

Cette histoire des résistances populaires à la « *trajectoire technologique de l'Europe depuis la première révolution industrielle* » - et de leurs défaites - que propose François Jarrige, en rappelant que chacun de ces « *progrès* » fut payé *cash* par les “damné-e-s de la terre” qui « *les vécutent* » effectivement, apporte une utile contribution à ce travail de déconstruction/reconstruction.

S'il est vrai que “l'on apprend toujours plus de ses échecs que de ses succès”, nous avons certainement beaucoup à apprendre de ces “défaites” qui furent avant tout des luttes porteuses « *d'autres trajectoires possibles* ».

● Frédéric Bouviolle



cerises
 ROUGE, AIGRE-DOUX

POUR
 ABONNER
 VOS
 PROCHES

c'est gratuit,
 c'est simple
 et c'est ici :

<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

Sida : zéro contamination, c'est possible !

Sous ce slogan, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, Act Up-Paris organise une manifestation dimanche 30 novembre 2014, place de la République à 18h. Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Initiatives".



● « **L'ombre du passé, la résultante des conflits d'aujourd'hui** ». Dans un texte rappelant les sources du fascisme, les signataires d'un appel estiment qu'au-delà d'une filiation « sans ambiguïté (...) le bleu marine (...), c'est également et avant tout la résultante des conflits d'aujourd'hui (...). Éditeurs, libraires, instituts de recherches et auteur(e)s signataires, nous avons décidé de nous rassembler afin de créer les conditions pour que partout, à l'occasion du prochain congrès du Front national à Lyon le 29 novembre, puissent s'organiser des universités populaires antifascistes et des salons du livre antifasciste. » On pourra faire le lien avec l'appel que signalait *Cerises* en édito, la semaine dernière, contre la racialisation, contre « l'organisation politique de la concurrence généralisée entre les victimes d'un même système inégalitaire ». Deux appels contre deux facettes d'un même système de discrimination et de domination. Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Initiatives".



● **Rebelles au travail.** Le dossier du nouveau numéro des *Cahiers d'histoire* est consacré aux figures du Rebelle dans le monde du travail au cours des XIX^e et XX^e siècles. Résistance dans le cadre du travail, dans ses différentes formes d'actions collectives mais aussi sur le plan indi-

viduel ; arrêt du travail ou processus parfois lents, contradictoires, plus feutrés ; obstacles et contraintes émanant des pouvoirs publics, du patronat, difficultés liées aux différences ou divergences entre organisations ouvrières, syndicales ou partisans, telles sont les différentes approches de ce dossier dont la présentation conclut : « En définitive, "être rebelles au travail", n'est-ce pas pas l'expression d'une recherche de réappropriation du travail et de ses bénéfices ? » Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "À voir, à lire".



● **Mémoire rebelle.** Les Messins de Basta ! démasquent les commémorations trompeuses. La guerre de 14-18 a particulièrement dévasté leur région. Estimant que les responsables des désastres ne devraient plus être honorés sur les murs et dans les lieux publics de Metz, ils ont organisé une déambulation, le 8 novembre dernier, pour remplacer les noms de généraux et autres "fauteurs de guerre" ou de leurs chantres par ceux de Barbusse, des "fusillés pour l'exemple", d'une antimilitariste allemande, etc. Le tout accompagné de chants antimilitaristes. *France 3* a relayé l'événement. Voir sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Des nouvelles de chez vous".

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

